

A Genève, la paix sociale s'effrite

PHÉNOMÈNE Dans le canton de Genève, riches et entrepreneurs déplorent un enfer fiscal, un climat de défiance, tandis que l'aide sociale explose et que les revenus de la classe moyenne stagnent. La croissance économique fondée sur la théorie du ruissellement est remise en question

MARC GUÉNIAT

C'est une révolution? Non, sire, une révolte. Un 1789 à l'envers, avec dans le rôle des sans-culottes, des patriciens et des entrepreneurs de Genève qui, à quelques mois des élections cantonales, se sentent ferrés dans une nasse fiscale, comme embastillés par un Conseil d'Etat de gauche qui ne leur voudrait que du mal. Le départ annoncé de Firmenich et les discours appelant à modérer la croissance génèrent un «bruit négatif», qui menace l'attractivité de Genève, clament-ils.

Mais c'est surtout la prise de position favorable du gouvernement, en juillet, à une hausse temporaire de l'impôt sur la fortune qui se révèle indigeste. Les Genevois trancheront mais pour la première fois depuis 2005, l'exécutif rompt symboliquement avec le «niniisme», cette doctrine instituée – ironie de l'histoire – par un Conseil d'Etat de gauche consistant à refuser à la fois d'augmenter les impôts et de baisser les prestations.

Prêts à monter aux barricades, une partie des patriciens et des entrepreneurs, et non des moindres, se sont unis pour constituer la Fondation pour l'attractivité du canton de Genève (FLAG), qui sera présentée au public le 21 septembre, chiffres à l'appui pour attester de la menace. Sise à Lancy, elle réunit des dirigeants de Firmenich, de Rolex, de MSC, de Pictet et de Caran d'Ache. Leur ambition est d'améliorer les conditions-cadres «en comparaison intercantonale et internationale», avec un accent sur la durabilité, les finances publiques, la fiscalité, l'emploi, la formation et les infrastructures.

«Si l'on considère l'ensemble des critères, comme l'école, le logement ou la fiscalité, les conditions se détériorent à Genève»

RENAUD DE PLANTA,
ASSOCIÉ SENIOR CHEZ PICTET

La fiscalité ne figure qu'au troisième rang, mais on comprend vite qu'elle occupe une place centrale dans le cahier des doléances. Comme il n'y a pas eu de hausse d'impôts ces dernières années à Genève, qu'est-ce qui motive cette coalition? Il s'agit de concevoir la chose sous l'angle relatif. «Si l'on considère l'ensemble des critères, comme l'école, le logement ou la fiscalité, les conditions se détériorent à Genève, par rapport à Vaud et Zurich, affirme Renaud de Planta, associé senior chez Pictet. Pour les grandes entreprises à vocation internationale comme la nôtre, la main-d'œuvre locale ne suffit pas. Or, nous peinons à recruter des cadres supérieurs à l'étranger.» Le constat ne se limite pas au secteur bancaire.

Selon ces coalisés, l'affaire Firmenich constitue un coup de semonce dont les autorités n'ont pas pris la mesure. Le fabricant d'arômes et de fragrances continuera de produire à Genève, mais son siège sera déplacé en Argovie et aux Pays-Bas, à la suite de sa fusion avec le spécialiste néerlandais de la nutrition DSM. A ce sujet, Renaud de Planta livre l'analyse suivante: «Certaines sociétés sont enracinées à Genève et s'y maintiendront. D'autres entendent y rester tout en se développant ailleurs à l'avenir. Or, à force de délocaliser leurs cadres, de telles entreprises se poseront la question de savoir si leur siège se situe encore dans le canton.»

En planifiant leur domiciliation, employés, clients et futurs retraités ne voudraient plus continuer à être «tondus» par un fisc jugé vorace. Et entravés par une administration qualifiée de peu serviable: on pointe l'exemple de Zoug où toute question obtient une réponse en une heure, là où il faudrait patienter des semaines à Genève.

La pandémie a changé la donne

Plutôt que de fustiger les conditions-cadres, un gestionnaire d'actifs souhaitant conserver l'anonymat explique que la pandémie a tout changé. Autrefois mobiles, les cadres de multinationales, notamment Britanniques, rechignent désormais à s'expatrier à Genève. «Ces gens veulent rester chez eux, avec leur famille, et télétravailler, quitte à prendre l'avion pour assister à des réunions au siège de l'entreprise», raconte-t-il.

Au-delà du «bruit négatif», est-il possible d'objectiver ces constats par des chiffres? La récente et ge étude de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève pointe certes un canton fiscalement plus «gourmand» que les autres, et des dépenses de l'Etat «en perpétuelle augmentation». Son directeur général, le député PLR Vincent Subilia, a estimé que «l'heure est véritablement grave», parce que les contribuables les plus fortunés sont à la fois «très mobiles» et «inquiets». Il régnerait à Genève un «climat antiriches». Cependant, l'étude ne fait nulle mention d'une dégradation des conditions-cadres.

L'indice le plus probant provient de statistiques que *Le Temps* a demandées à l'administration fiscale. Sur les dix dernières années, on constate une double chute du nombre de contribuables disposant d'un revenu imposable supérieur à 1 million de francs. Ils baissent en nombre de 8%, à 704 personnes, et diminuent proportionnellement en comparaison des autres contribuables, passant de 0,29 à 0,22%. Pourtant, l'impôt sur la fortune a rapporté l'an dernier aux caisses publiques 68% de plus qu'en 2011, ce qui signifie que le patrimoine de ces contribuables s'accroît. Ce sont justement eux que vise l'initiative sur l'impôt sur la fortune, approuvée dans son principe par le Conseil d'Etat et qui a poussé la droite à fulminer contre ce comportement «ingrat» d'«enfant gâté».

Chaudes réformes en vue

En comparaison intercantonale, la charge fiscale sur la fortune est effectivement plus élevée à Genève que partout ailleurs en Suisse. Elle oscille autour de 43 000 francs pour un patrimoine de 5 millions de francs, légèrement supérieure à Bâle ou Vaud, mais plus nettement par rapport aux can-

tons de Suisse centrale. Sans compter qu'avec la réforme prévue de la fiscalité des multinationales, pour s'aligner sur le nouveau standard de l'OCDE, des cantons comme Zoug envisagent des baisses agressives de l'impôt sur le revenu des personnes en guise de compensation. La grande argentière genevoise, Nathalie Fontanet, est ainsi persuadée que ce virage doit être pris et que le canton y perdrait des plumes s'il venait à continuer tout droit.

En exprimant leur courroux, les milieux économiques rappellent aussi que l'essentiel de l'effort fiscal repose sur les plus fortunés, tandis que nombre de résidents en sont exonérés. C'est un fait: lors des deux dernières législatures, les riches sont devenus plus riches, et les pauvres plus nombreux.

Durant cette période, le nombre d'habitants ne payant aucun impôt, désormais établi à 112 000, a bondi de 22%, beaucoup plus vite que la population. Ces personnes sont pour l'essentiel des employés à bas revenus et des bénéficiaires de l'aide sociale. En dix ans, le nombre d'inscrits à l'Hospice général a explosé de 76%, tandis que la durée d'assistance a augmenté dans des proportions qui ne laissent guère augurer un retour sur un marché de l'emploi très exigeant.

Lors des deux dernières législatures, les riches sont devenus plus riches, et les pauvres plus nombreux

Cette précarité galopante s'explique par des qualifications insuffisantes, voire inexistantes, des raisons de santé, la hausse du coût de la vie, notamment le loyer et l'assurance maladie, et le surendettement. Ses cibles sont les familles monoparentales, les personnes seules, les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et les mineurs.

Phénomène particulièrement inquiétant, la hausse marquée des jeunes adultes, sans formation, dont les parents étaient déjà, ou sont encore, au bénéfice des prestations de l'Hospice général. C'est le signe d'une reproduction de la pauvreté. Autrement dit, la mécanique d'ascension sociale s'est enrayée. Pour l'Etat de Genève, cela revient à assumer davantage de dépenses.

La fin d'un pacte?

Concept certes un peu fourre-tout, la situation de la classe moyenne a aussi de quoi inquiéter: le produit intérieur brut par habitant stagne depuis 2008, ce qui signifie qu'elle profite moins de la croissance économique genevoise, qui pourtant ne s'estompe pas. Ce qui fait dire à Antonio Hodgers, conseiller d'Etat chargé du Territoire, que le «pacte de développement genevois s'effrite».

Car la prospérité du canton a longtemps été soutenue par un accord politique. Adopté tacitement, il reposait sur le ruissellement de la richesse. En attirant multinationales et individus fortunés, on donnait du travail aux PME et on finançait les prestations à la population. Un gage à droite, un autre à gauche. Ce pacte est aujourd'hui sinon rompu, du moins remis en question. ■